



Sujet : [INTERNET] m11b enquêtes publiques-établissement classé pour la protection de l'environnement-Communes de Mouflers et l'Etoile

De : !

Date : 04/12/2020 17:14

Pour : "pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr" <pref-enquetespubliques@somme.gouv.fr>

Envoyé depuis l'application Mail Orange

mail transféré

Le 04/12/2020, à 15:19, Solange MAISON a écrit :

m11b une catastrophe économique, selon la CPME

Bonjour Monsieur Deboevre

En pièce 7, l'actualité du jour est que monsieur le Président du conseil départemental Stéphane Haussoulier visite le site JJA sur invitation avec Monsieur Lognon et Monsieur Claude Hertault. Cette visite le dernier jour de l'enquête interpelle sur le fait que la bataille se situe surtout au niveau politique. Une simple visite de courtoisie eut pu être un autre jour que le jour de clôture de l'enquête publique, vendredi 4 décembre.

Dans l'article du courrier Picard en date du 3 novembre 2020, monsieur Stéphane Haussoulier annonce qu'il a sollicité la région hauts de France et la chambre de commerce et d'industrie afin de s'associer pour proposer un soutien supplémentaire à nos commerçants.

Il invite les communes à mieux s'engager pleinement dans la transition énergétique et d'être exemplaires en matière de développement durable, de production des énergies renouvelables.

Madame Delphine Damis Fricourt, à proposé quant à elle un moratoire sur les plateforme logistique."c'est comme cela aussi qu'on soutient le commerce local." J'en suis totalement d'accord.

L'article du 1er novembre 2020 donne la parole à quelques commerçants.

"On va crever pendant que les autres vont s'engraisser."

L'article du 28 octobre intitulé "une catastrophe économique "est sans appel.

les organisations patronales alerte le gouvernement contre un effondrement économique si les entreprises sont empêchés de retravailler.

La CPME, pièce 2, confédération des petites et moyennes entreprises affirme également que les entreprises sont aujourd'hui beaucoup plus fragiles qu'au mois de mars et beaucoup d'entre elles, notamment les plus petites seraient dans l'incapacité d'assumer un endettement supplémentaire !

L'endettement des sociétés françaises, qui avait déjà atteint un niveau record avant la crise, c'est en effet considérablement accrue, tandis que beaucoup d'autres entreprises ont vu leur chiffre d'affaires baisser.

Un peu plus loin :

Les commerçants craignent aussi de perdre de nouvelles parts de marché alors que le confinement du printemps a déjà profité aux grands distributeurs par Internet comme Amazon.

La CPME demande ainsi que les clients puissent continuer à consommer sans être contraints de ne recourir qu'au e-commerce pour tout ce qui ne relève pas de l'essentiel.

le risque est de voir beaucoup d'entreprises mettre la clé sous la porte et le chômage s'envoler !"

La question de la concurrence déloyale se pose.

Dans la pièce un article du 10 novembre 2020 pose la question d'une taxe sur les ventes d'Amazon et les autres profiteurs de la crise ?

Responsables politiques, syndicaux, mais aussi librairies, éditeurs appellent à imposer une taxe exceptionnelle sur les ventes d'Amazon et les autres profiteurs de la crise soulignant l'urgence de stopper l'expansion du géant du e-commerce.

la crise du covid devrait nous servir à repenser en profondeur nos modes de consommation et de vie sociale, pas à nous enfoncer dans un monde de surconsommation prédateur, considèrent-ils.

Dénonçant les dégâts sociaux et environnementaux, il estime que pour faire face à l'urgence, une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires des profiteurs de la crise est indispensable. cette taxe permettrait dans l'immédiat de financer les mesures de préservation de l'emploi et le fonds de solidarité pour les commerces de proximité."

D'aucuns ont également indiqué que le chômage partiel était en fait à la charge de la collectivité et non pas des entreprises et encore moins des profiteurs de la crise, qui ne déboursent rien.

Pour clore, pièce 1, après l'indignation des librairies indépendantes et de l'association des commerçants du centre ville d'Amiens, provoqué par une visite du site d'Amazon proposé dans le programme des animations seniors du CCAS de la ville, avec le motif du covid-19. Mais il est fort peu probable que cette visite soit réinstaurée à l'avenir.

Présidente ADSP

Envoyé depuis l'application Mail Orange

— 20201204_145059.jpg

COMMUNISTE

Une taxe sur les

Après avoir constaté que les
 prix des produits de première
 nécessité ont augmenté de
 10 à 15 pour cent, le
 gouvernement a décidé
 d'imposer une taxe sur les
 produits de première
 nécessité. Cette mesure
 vise à réduire les dépenses
 des consommateurs et à
 protéger les revenus des
 classes populaires. Le
 gouvernement espère ainsi
 limiter l'inflation et
 maintenir le pouvoir
 d'achat des citoyens.

Les prix des
 produits de
 première
 nécessité
 ont augmenté
 de 10 à 15
 pour cent.
 Le gouverne-
 ment a décidé
 d'imposer une
 taxe sur les
 produits de
 première né-
 cessité.

1954

POLEMIQUE

—20201204_145140.jpg

Une catastrophe économique

Le patronat français contre un nouveau c

Les organisations patronales alertent le gouvernement contre un effondrement économique si les entreprises sont empêchées de travailler.

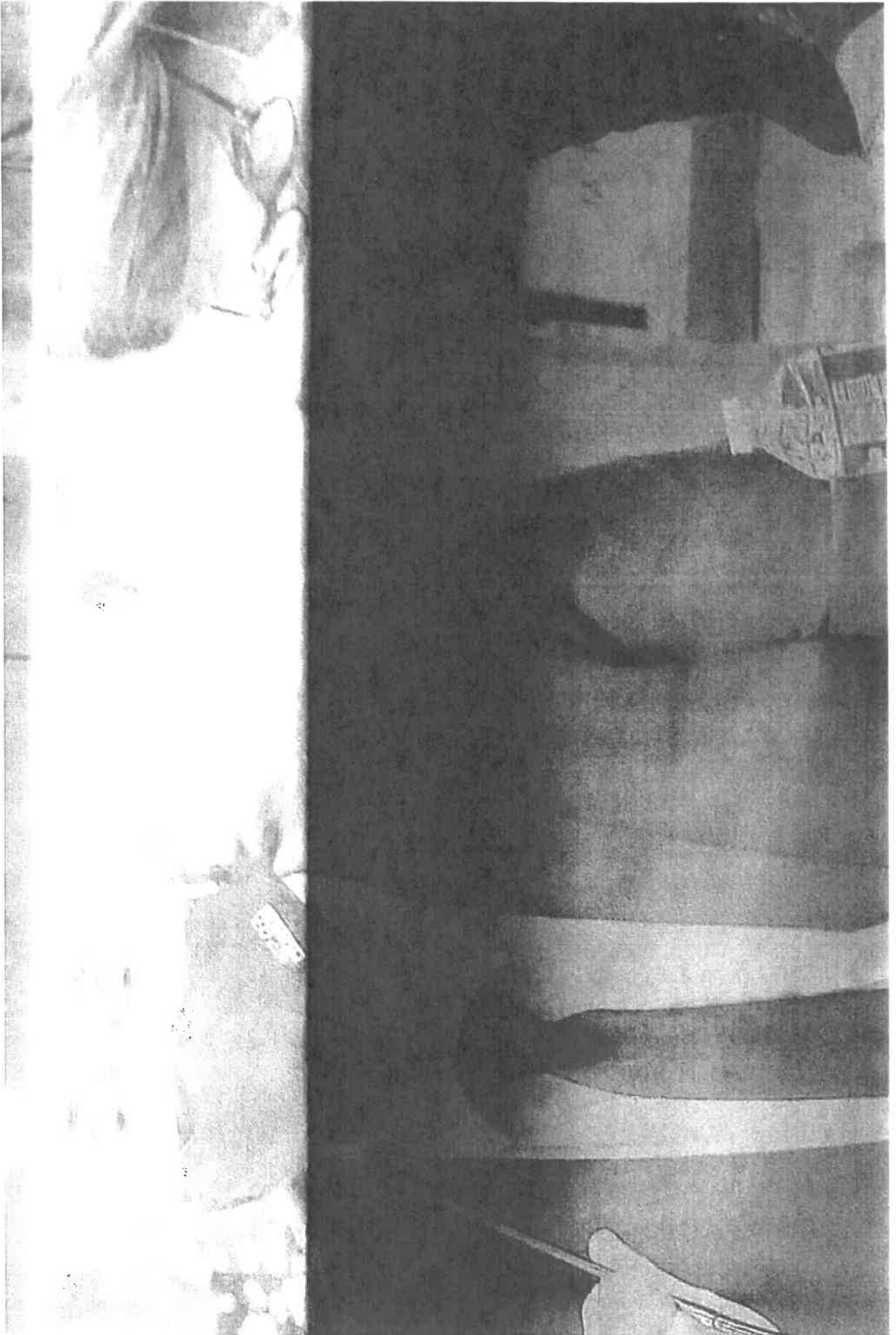
« Si on reconfine totalement comme en mars, on va vers un écroulement de l'économie française, on risque de ne pas s'en remettre », a averti, lundi, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux.

Face à la possibilité de restrictions supplémentaires à l'activité économique, M. Roux de Bézieux a comparé l'état actuel des entreprises à celui d'*« organismes affaiblis »* après

--20201204_145210.jpg



—20201204_145849.jpg



— Pièces jointes :

20201204_145059.jpg	1,3 Mo
20201204_145140.jpg	1,5 Mo
20201204_145210.jpg	1,6 Mo
20201204_145849.jpg	1,7 Mo

Une taxe sur les ventes d'Amazon ? ^{CP 10/11/20}

Responsables politiques, sportifs, mais aussi libraires ou éditeurs appellent à imposer une taxe exceptionnelle sur les ventes d'Amazon et « les autres profiteurs de la crise » sanitaire, soulignant « l'urgence de stopper l'explosion de profit de l'entreprise ».

« Un monde qui ne peut porter en France sans mesure d'urgence, car le monde réel que Amazon est en train de contrôler avec la pandémie représente à des milliards une perte visible », déclarent

les 120 signataires de ce texte. Ils entendent se mobiliser « d'ici au 27 novembre prochain, date du Black Friday pour montrer l'urgence de stopper l'explosion du profit de la commerce avant qu'il ne soit trop tard ».

ET LES AUTRES PROFITEURS DE LA CRISE

« La crise du Covid devrait nous servir à repenser en profondeur nos modes de consommation et de vie sociale, pas à nous enterrer dans un monde de surconsommation

profitable », considèrent-ils. De nombreux députés sociaux et environnementaux de l'entreprise américaine, ils commentent que « pour faire face à l'urgence, une taxe exceptionnelle sur le chiffre d'affaires d'Amazon et des autres profiteurs de la crise est [...] indispensable ».

Celle-ci « permettrait dans l'immédiat de financer les mesures de préservation de l'emploi et le fonds de solidarité pour les commerces de proximité ».

10/11

La visite d'Amazon supprimée ^{CP 22/08/20}

Après l'indignation des libraires indépendantes et de l'association des commerçants du centre-ville d'Amiens, provoquée par une visite du site d'Amazon-Floues proposée dans le programme des animations seniors (septembre - décembre) par le Centre communal d'action sociale (CCAS), le maire d'Amiens Brigitte Fouré (UDI) a décidé de clarifier sa position. « La visite du site [...] n'aura pas lieu pour la simple et bonne raison que les visites du site Amazon sont suspendues depuis mars en raison de la crise de la Covid-19 ».

AMAZON A OFFERT 10 000 MASQUES

Pour autant, Brigitte Fouré dit comprendre l'émotion suscitée chez les libraires indépendants et indique qu'elle l'a fait supprimer de la programmation. Toutefois, elle tient à rappeler que la multinationale américaine joue un rôle écono-



Le maire a fait supprimer la visite d'Amazon dans le programme des animations seniors.

mique et social très important dans le bassin d'emploi amiénois (600 emplois directs et 300 indirects).

Elle souligne également qu'Amazon est un partenaire qui s'investit dans la vie de la cité, précisant que la société a offert 10 000 masques au plus fort de la crise sanitaire.

Comme l'a indiqué le président d'Amiens Métropole, Alain Gest (LR), dans nos colonnes, Brigitte Fouré estime que les aînés sont friands de visites d'entreprises qui les ramènent à l'époque de leur activité professionnelle ou qui leur font découvrir des nouvelles organisations du travail.

Pour finir, elle rappelle que le CCAS a proposé plus de 17 000 places d'animation en 2019. Un chiffre qui place, selon elle, la structure en première position dans le pays pour son offre à destination des seniors. Ce qui permet de faire travailler une centaine de prestataires locaux (restaurateurs, artistes, tour-opérateurs, structures culturelles, etc.). ■ **DAVIDE ZOUROU**

Une "catastrophe économique"

Le patronat français met en garde contre un nouveau confinement.

Les organisations patronales alertent le gouvernement contre un effondrement économique si les entreprises sont empêchées de travailler.

« Si on reconfinde totalement comme en mars, on va vers un écroulement de l'économie française, on risque de ne pas s'en remettre », a averti, lundi, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux.

Face à la possibilité de restrictions supplémentaires à l'activité économique, M. Roux de Bézieux a comparé l'état actuel des entreprises à celui d'*organismes affaiblis* après avoir *résisté au choc* de la première vague.

"Continuer à consommer sans être contraints de ne recourir qu'au e-commerce"

La CPME

La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) affirme également que *« les entreprises sont aujourd'hui beaucoup plus fragiles qu'au mois de mars et beaucoup d'entre elles, notamment les plus petites, seraient dans l'incapacité d'assumer un endettement supplémentaire »*.

L'endettement des sociétés françaises, qui avait déjà atteint un niveau record avant la crise, s'est en effet considérablement accru, tandis que beaucoup d'entreprises ont vu leur chiffre d'affaires baisser.

Plus de 123 milliards d'euros de prêts garantis par l'État (PGE), qui sont venus soutenir leur trésorerie face à l'arrêt partiel de l'activité du-

-11,5 %

Le nombre de chômeurs a enregistré une forte baisse (-11,5 %) au 3^e trimestre 2020, soit 475 900 inscrits en catégorie A en moins, avec une baisse qui s'est poursuivie en septembre (-0,4 %).

...rant les huit semaines de confinement du printemps, avaient ainsi été accordés le 16 octobre à près de 600 000 entreprises, dont 89 % aux plus petites d'entre elles (TPE).

« Si on reconfinde de manière généralisée, les entrepreneurs de TPE et PME ne vont pas recourir à nouveau à un PGE », estime M. Roux de Bézieux.

Les commerçants *« ne supporteraient pas de nouvelles fermetures »* après deux hivers perturbés par les gilets jaunes et les grèves contre la

Les commerçants « ne supporteraient pas

réforme des retraites, a alerté la association de fédérations de commerçants Conseil du commerce France (CDCF). « S'il est envisagé un reconfinement partiel ou général ou un couvre-feu plus étendu, il est important de donner la possibilité à tous les commerces, y compris



Une "catastrophe" économique

Le patronat français met en garde contre un nouveau confinement.

Les organisations patronales alertent le gouvernement contre un effondrement économique si les entreprises sont empêchées de travailler.

« Si on reconfinement totalement en mai, on va vers un effondrement de l'économie française, on risque de ne pas s'en remettre », avertit, lundi, le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux.

Face à la possibilité de restrictions supplémentaires à l'activité économique, M. Roux de Bézieux a comparé l'état actuel des entreprises à celui d'« organismes affaiblis » après avoir « résisté au choc » de la première vague.

« Couvrir à consommer sans être contraints de ne retourner qu'au e-commerce » La CPME

La Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME) affirme également que « les entreprises sont aujourd'hui beaucoup plus fragiles qu'un mois de mars et beaucoup d'entre elles, notamment les plus petites, seraient dans l'incapacité d'assumer un endettement supplémentaire ».

Président des associations françaises, qui avait déjà atteint un niveau record avant la crise, s'est en effet considérablement accru, tandis que beaucoup d'entreprises ont vu leur chiffre d'affaires baisser. Plus de 123 milliards d'euros de prêts garantis par l'Etat (PGE), qui sont venus soutenir leur trésorerie



Les commerçants « ne supporteraient pas de nouvelles fermetures », avertit le Conseil du commerce de France. AFP

qui avaient été considérés comme non essentiels (lors du confinement du printemps) de continuer à commercer, pour éviter une catastrophe économique », a plaidé le président du CDFC, William Koerber. Les mesures déjà prises dont le couvre-feu imposé dans la majorité des départe-

tements ont déjà un impact massif sur la restauration, les cafés et l'hôtellerie, la culture, l'événementiel ainsi que le tourisme.

FONDS DE SOLIDARITE

Ces secteurs bénéficient du fonds de solidarité pour un montant pouvant aller jusqu'à 100 millions

mois ainsi que de la prise en charge totale du chômage partiel jusqu'à la fin de l'année, tout comme une longue série d'activités touchées par les fermetures dont la liste a été élargie récemment par le gouvernement.

Les commerçants craignent aussi de perdre de nouvelles parts de marché alors que le confinement du printemps a déjà profité aux grands distributeurs par internet comme Amazon.

La CPME demande ainsi « que les clients puissent continuer à circuler sans être contraints de se rendre qu'au e-commerce pour ainsi dire, qui ne peut pas être l'objectif principal. Le risque est de voir beaucoup d'entreprises mettre la clé sous la porte, et le chômage s'envoler ». ■

« tuent » en lien avec nos partenaires »

A propos des commerces de proximité, il a estimé que leur ouverture était « une impérieuse nécessité », ajoutant : « Je n'exclus pas de soutenir une action devant la justice si cette réouverture n'est pas décidée »

Il a également annoncé solliciter « dès cette semaine » la Région Hauts-de-France « la Chambre de Commerce et d'Industrie » afin de « nous associer pour proposer un soutien supplémentaire à nos commerçants ». De « nouvelles mesures » seront ainsi proposées aux élus « d'ici la fin de l'année ».

Au passage, il a estimé que les mesures imposées par l'état ces derniers jours « sans aucune concertation avec les élus locaux » sont « incohérentes, inéquitables et incompréhensibles ».

« Le social est notre cœur de métier, il faut entendre le bruit de fond qui s'élève du département »

Stéphane Haussoullier

À l'adresse de sa majorité, il a également annoncé : « Je veux que nous soyons présents dès les prochains jours, là où nos habitants et nos partenaires ont le plus besoin », citant plusieurs domaines d'action : « une meilleure inclusion » des personnes en situation de handicap ; un « accueil de qualité » en crèche ; pour les collégiens, « manager correctement, étudier dans de meilleures conditions » ; aider les communes « à mieux assurer la sécurité de nos habitants, à s'engager pleinement dans la transition énergétique » ; enfin « être exemplaire en matière de développement durable, de production d'énergies renouvelables ». Ces sujets seront débattus « dans quelques jours ».

M. LE PRESIDENT

Stéphane Haussoullier s'est notamment dit prêt à aller devant la justice pour soutenir « nos petits commerces à l'agonie » lors de sa première intervention en tant que président du département. (photo DOMINIQUE TOUCHART)

À l'adresse des groupes d'opposition, il a dit sa volonté d'insuffler « un esprit nouveau, un esprit de

collégialité, de dialogue constructif et positif. »

Dans un point de presse suivant son élection, le président a précisé « avoir en tête un certain nombre de décisions » qui pourraient être

LES OPPOSITIONS PRENNENT DATE

Stéphane Haussoullier a été élu par 25 voix sur 27 votants. Alex Gaffet (RN) a obtenu une voix. Les quatre autres groupes d'opposition (Somme à gauche; communistes; Génération écologie; Génération.s n'ont pas pris part au vote estimant que cette élection était « un ajustement technique » au sein de la majorité sortie des urnes en 2015.

Il est vrai que dans l'assemblée, tous les élus ont en tête les prochaines élections départementales prévues en mars 2021 mais dont chacun sait qu'elle peuvent avoir lieu en juin ou en septembre 2021.

CP 31/11/2020

Francis Lec (PS) a donc vu « un simple changement de président sans changement de majorité conservatrice ». Idem pour Jean-Claude Renaux (PCF) qui a demandé « Allez-vous rompre avec cette pathologie de cagnottage compulsif ? » allusion à la réduction drastique de certaines dépenses sous la présidence de Laurent Somon. Delphine Damis-Fricourt (Génération.s) a proposé quant à elle un « moratoire » sur les plate-formes logistiques « (es) comme cela aussi qu'on soutient le commerce local », ainsi que « La prochaine session aura lieu le lundi 16 novembre pour le débat d'orientation budgétaire ».